Communiqué de l'intersyndicale de l'Enseignement supérieur et la recherche

23 novembre 2026

Le 26 novembre, toutes et tous mobilisé·es pour la défense de l'ESR

Après des semaines de mobilisation inédite, les réponses du gouvernement restent insuffisantes. 15 000 places dont 10 000 en BTS, 4 000 en IUT, et 1 000 en Licence Accès Santé, et, peut-être, 5 000 autres places en licence ajoutées en catimini et sans en spécifier les moyens, alors que Parcoursup a perdu plus de 53 000 places en deux ans et qu'il y a eu 10 000 naissances en plus en 2008 par rapport à 2007. Les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche et les organisations représentatives des étudiant·es, refusent d'être une nouvelle fois tenus à l'écart des décisions qui engagent leur avenir, leurs conditions de travail et le service public.

Dix années de politiques d'austérité ont fragilisé les universités, les laboratoires, les établissements et les services d'appui. Elles ont dégradé les conditions d'étude, de travail et de recherche, précipité la précarité étudiante et salariée, et mis en péril la capacité de notre pays à former, produire des savoirs et répondre aux défis sociaux, écologiques et scientifiques.

C'est le moment d'amplifier la mobilisation et de continuer à mettre le gouvernement sous pression pour obtenir :

– Un réel droit à étudier et à réussir : création de 150 000 places pour accueillir les bachelier·ères dans la filière de leur choix, abrogation de Parcoursup et Mon Master, et suppression des droits différenciés pour les étudiant·es extracommunautaires.

– Un plan pluriannuel de créations de postes d'enseignant·es-chercheur·es, enseignant·es, BIATSS, personnels de la recherche, avec la titularisation des contractuel·les sur missions pérennes, pour enrayer la précarité et garantir la continuité des enseignements, des services et des activités de recherche.

– Des moyens durables pour les universités, les établissements et les laboratoires publics avec un financement à la hauteur des besoins, des moyens pour l'accueil, la pédagogie, les bibliothèques, le bâti, la santé au travail et les services aux étudiant·es (logement, restauration, santé).

– Une augmentation des bourses ainsi qu'une indexation des montants et des barèmes sur l'inflation pour pallier la précarité étudiante.

– Les agents publics ont perdu plus de 16 % de pouvoir d'achat depuis 2017 ! Il faut des salaires à la hauteur avec une augmentation des rémunérations, un dégel immédiat du point d'indice, son indexation sur l'inflation et une revalorisation des carrières, la mensualisation des vacataires et la revalorisation immédiate des ATER.

Nos organisations appellent l'ensemble des agent·es de l'ESR et des étudiant·es à une **nouvelle journée d'action le jeudi 26 novembre**, et à participer sur tout le territoire aux manifestations, rassemblements, aux initiatives et aux grèves.